

Le plan Pouchet confirme très nettement les analyses précédentes de l'U.N.E.F. sur les intentions gouvernementales en matière d'enseignement. Il n'est pas si fréquent qu'un syndicat ait vu juste sur un problème conditionnant sa stratégie. L'U.N.E.F. emploierait donc bien mal les fruits de son travail et de sa lucidité si elle ne prolongeait son action dans le sens précédemment défini.

La propédeutique est l'une des branches les plus directement concernées par la réforme en cours ; les propédeutes 64/65 devraient se sentir d'autant plus visés que :

- 1°/ - ils sont des étudiants de première année, c'est-à-dire qu'ils subiront pendant toutes leurs études supérieures les projets et contre-projets éventuels du Pouvoir.
- 2°/ - l'année qu'ils font actuellement sera supprimée à partir de 1966.

Il semble alors primordial que les propédeutes regardent d'un peu plus près l'avenir qu'on leur réserve, et la profession que l'on met au bout.

Car le plan Fouchet prévoit un contenu, une durée, une orientation d'études qui ont un point d'arrivée où il serait dangereux de se laisser entraîner. En effet, il tire argument de problèmes difficiles, réels, pour mettre en place une solution inacceptable. Solution dont l'aspect essentiel est la sous-qualification, sort de la grande masse. Solution qui n'est pas tant la démission d'un pouvoir faible devant les grands problèmes que l'expression de conceptions et de besoins précis ; nous savons combien le plan Fouchet va dans un sens néo-capitaliste.

Dès lors, mettre ce plan gouvernemental au centre de la lutte apparaît comme une nécessité évidente. Quelqu'accord que l'on puisse marquer à la revendication sur l'allocation d'études, il faut souligner sa position secondaire. La priorité de la lutte concerne les structures que l'on nous prépare. L'Université libérale se meurt, l'Université néo-capitaliste la remplacera-t-elle ? C'est à cela que nous voulons nous opposer.

Pour nous, propédeutes, ce sera donc refuser la suppression de cette année mal conçue. Elle n'a pas donné satisfaction ? Bien sûr, étant à l'heure actuelle une sorte de troisième bac. Il faut justement réfléchir à cette transformation. Cette année reste nécessaire, année d'initiation aux méthodes de l'enseignement supérieur ; elle doit comporter des programmes souples sans cloisonnement excessif.

Actuellement, nous rappelons pourquoi nous insistons sur le problème de la priorité. Un raisonnement logique nous amène à constater l'urgence de la réponse à donner au plan Fouchet, plan inacceptable. Il nous semble que c'est une mauvaise base de départ que de lancer le syndicat sur l'allocation d'études et non sur les problèmes structurels.